

Bonjour, voici un article de la Section locale 1944 des Métallos, le vendredi 6 mars 2020

## **Menace de pertes d'emplois**

Chères consœurs, confrères et amis,

Le jeudi 20 février 2020, nous avons entendu Darren Entwistle, Directeur général de Telus, s'exprimer lors des audiences du CRTC contre la législation favorable aux Exploitants de réseaux mobiles virtuels (ERMV). Nous, les travailleuses et travailleurs de Telus, comprenons sa préoccupation concernant l'introduction d'ERMV qui seraient autorisés à louer de la capacité auprès de transporteurs dotés d'installations existants et à vendre ensuite le service à des revendeurs. Après tout, ce sont des entreprises comme Telus qui ont investi massivement dans la construction et l'entretien de ces réseaux. Les ERMV éviteraient les coûts et les risques, tout en profitant des avantages.

Quelle que soit la législation ou la réglementation pour laquelle prévoit le gouvernement fédéral, l'équité et les emplois au Canada doivent être une priorité absolue.

En tant que travailleuses et travailleurs de Telus, nous sommes également inquiets par l'argument politique de M. Entwistle, lorsqu'il menace directement nos emplois. À la fin des audiences du CRTC, il a affirmé que si les changements proposés étaient mis en œuvre, Telus pourrait supprimer 5 000 emplois canadiens au cours des cinq prochaines années.

Le mardi 3 mars, M. Entwistle est allé plus loin lors de son forum public téléphonique obligatoire avec des milliers d'employés de Telus, dont des membres de notre Section locale 1944 du Syndicat des Métallos, au cours duquel il a menacé d'effectuer des licenciements massifs.

Nous avons le sentiment de n'être que des pions dans le jeu politique de M. Entwistle en vue de l'application des règlements.

Au cours de ce forum téléphonique, il a félicité les personnes incroyablement talentueuses qui travaillent pour Telus : les ingénieurs, codeurs, techniciens supérieurs, techniciens et autres. Pourtant, dans le même discours, il a menacé de supprimer massivement des emplois, parmi lesquels les 3 500 emplois du centre d'appels de Burnaby, en Colombie-Britannique, en raison des possibles changements du CRTC et de l'ingérence du gouvernement.

Cependant, la réalité est que Telus est une entreprise canadienne extrêmement rentable qui rapporte des millions de dollars à ses investisseurs. Telus continue également de racheter des sociétés de communications de taille plus modeste pour renforcer sa présence dans le secteur. Malgré cela, au cours des cinq dernières années, la compagnie a déjà supprimé plus de 3 700 emplois rien qu'au sein de notre unité de négociation. Ces suppressions d'emplois ont été décidées par une entreprise extrêmement rentable, avant même l'existence ou la menace des ERMV. Nos membres veulent savoir pourquoi notre travail, digne d'éloges et générant d'immenses profits, n'aboutit pas à de bons emplois stables.

On ne nous a jamais dit où partaient tous ces emplois. Il est temps que Telus cesse d'utiliser ses employés «incroyablement talentueux » comme des pions pour régler son différend avec le CRTC et Ottawa.

Comme j'ai entendu notre Directeur national Ken Neumann le dire si souvent : « Si vous faites du profit au Canada, gardez nos emplois au Canada ! »

M. Entwistle, n'utilisez pas votre différend avec le gouvernement pour dissimuler votre manque d'intérêt à préserver nos emplois.

Solidairement,



Donna Hokiro  
Présidente par intérim  
Section locale 1944 du Syndicat des Métallos